Le pouvoir aux travailleurs

05 Novembre 2016

N° 227

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- NOUVELLE CONSTITUTION : NE PAS SE LAISSER DUPER PAR LA GUÉGUERRE ENTRE L'OPPOSITION ET LE POUVOIR…….. 2 - 3
- AUTOSATISFACTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CNPS, PENDANT QUE LA GRANDE MAJORITÉ DES TRAVAILLEURS NE BÉNÉFICIENT PAS DE SÉCURITÉ SOCIALE ……. 4
- AUGMENTATION PROGRAMMÉE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ : LES SANGSUES !……..……..…….. 5 - 6
- ÉTABLISSEMENT COULIBALY : LES ÉBOUEURS DÉNONCENT LEURS CONDITIONS DIFFICILES DE TRAVAIL…….…….. 9
- SEG : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS …….. 10
- CDCI : LES TRAVAILLEURS TAPENT DU POING SUR LA TABLE …….. 11
- NUTRI : LES OUVRIERS S'ORGANISENT ……. 11 - 12
- LA GRÈVE DES AGENTS MUNICIPAUX …… 12
- GRÈVE ANNONCÉE DES ENSEIGNANTS, DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT …… 13
- ÉLECTION AUX ÉTATS-UNIS : QUEL QUE SOIT LE VAINQUEUR, CE SERA UN ENNEMI DES TRAVAILLEURS ……... 14

E d i t o r i a l

NOUVELLE CONSTITUTION : NE PAS SE LAISSER DUPER PAR LA GUÉGUERRE ENTRE L'OPPOSITION ET LE POUVOIR

Selon le résultat officiel du référendum, la nouvelle constitution sauce Ouattara a été validée avec 93,42% de votes en faveur du "*oui*". Du coup, Ouattara a fanfaronné en déclarant qu'il s'agit-là d'un « *plébiscite* » en sa faveur. Mais en réalité il n'y a pas de quoi pavoiser quand on sait que le taux de participation tourne autour de 42%. Sur environ 6,3 millions inscrits, seulement un peu plus de 2,6 ont fait le déplacement pour voter. Le nombre de votant pour le « *oui* » ne représente même pas la moitié du nombre d'habitants du seul district d'Abidjan, cela pour toute la Côte d'Ivoire ! Sans compter le bourrage massif des urnes qu'on peut aisément imaginer de la part des tenants du pouvoir.

Selon les chiffres officiels eux-mêmes, le taux de participation à Yamoussoukro est en dessous de 20%, San Pédro 18%, Gagnoa 17%, Dabou 11%. Comme plébiscite, il y a mieux !

Si « *plébiscite* » il y a, il est peut-être dans les régions nord, bastion du pouvoir en place où le bourrage des urnes devait être encore plus massif et général. A cela s'ajoute peut-être un vote à caractère ethnique des gens qui se laissent encore duper par des considérations ethniques et tribales.

Du côté de l'opposition, les dirigeants crient aussi à la « *victoire* ». Ils avaient appelé au boycott et font croire que les plus de la moitié des électeurs qui n'ont pas pris part au vote sont de leur côté. En réalité il est

impossible de compter le nombre de gens qui ont choisi de boycotter pour affirmer leur position en faveur de l'opposition.

Mais d'un autre côté, ils ne peuvent pas non plus cacher le fait que les marches et autres manifestations qu'ils ont organisées avant le vote n'ont pas attiré des foules. Et ce n'est pas seulement à cause de la dictature en place. Les gens ont déjà vu pire !

Les partis de l'opposition, FPI en tête, veulent constituer un « *Front du refus* » et envisagent de mobiliser leurs partisans pour refuser la nouvelle Constitution puisque selon eux elle a été massivement boycottée. Ils veulent montrer qu'ils existent et leur véritable ambition c'est de revenir de nouveaux au pouvoir pour accéder à la soupe et piller les caisses de l'Etat !

Pour les travailleurs, il n'y a ni gagnants ni perdants dans ce référendum. Ils n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner dans cette division stérile entre le camp du « *oui* » et celui du « *non* » car leur sort ne dépend pas du changement de numéro de la Constitution.

Le véritable espoir de changement se trouve sur le terrain de la lutte de classes, c'est-à-dire, dans les usines, dans les chantiers, là où les travailleurs peuvent se mobiliser et lutter pour imposer leurs revendications et leur droit à une vie décente.

Les enseignants et les employés de la Fonction publique qui ont appelé à des journées de grève entre le 7 et le 11 novembre ont bien raison et on ne peut que souhaiter que cette grève soit suivie et que cela encourage de nombreux travailleurs à s'engager dans la lutte, à commencer par les travailleurs de l'industrie, du bâtiment, du port, etc. dont la situation ne cesse de se dégrader.

L E U R S O C I E T E

AUTOSATISFACTION DU DIRECTEUR GÉNERAL DE LA CNPS, PENDANT QUE LA GRANDE MAJORITÉ DES TRAVAILLEURS NE BÉNEFICIENT PAS DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le directeur général de la CNPS a accordé une interview au journal pro gouvernemental « *Fraternité-Matin* ». Il reconnaît d'entrée que ce n'est qu'une toute petite minorité de travailleurs qui bénéficie de la sécurité sociale, secteurs privé et public confondus. Quelques points de son discours demandent des commentaires.

Il parle de 600 000 travailleurs embauchés dans le secteur privé. Mais ce chiffre ne concerne pas les centaines de milliers d'autres travailleurs, notamment les journaliers qui travaillent dans des entreprises et qui ne bénéficient d'aucune couverture sociale. Le gouvernement, épaulé par la CNPS, pourrait s'attaquer à toutes ces entreprises qui ne déclarent pas leurs travailleurs à la CNPS.

Mais il préfère plutôt s'attaquer notamment aux bana-bana et autres petites gens qui se débrouillent pour survivre que ce Monsieur nomme par «*travailleurs indépendants* » et qu'il voudrait taxer. Cette catégorie représenterait selon ses chiffres plus de huit millions de personnes. Le gouvernement et la CNPS voudraient bien trouver les moyens de les pressurer. Voilà pourquoi ils souhaitent rendre leur affiliation à la CNPS obligatoire.

Ensuite, le nouveau mode de calcul de la pension se fait sur la base des quinze meilleures années de salaires au lieu des dix dans l'ancien système. Il ne faut pas être grand mathématicien pour voir que ce nouveau mode de calcul diminue forcément la pension du retraité car généralement, les meilleures années de salaires se retrouvent en fin de carrière. Plus la période considérée est longue, plus elle prend en compte de moins bons salaires.

À propos des allocations familiales qui sont censées *« soulager les familles du fait de la naissance des enfants et alléger les charges de famille »,* d'après ses dires. Il met en avant le fait que les allocations familiales sont passées de 1 500 F à 2 500 puis à 5 000 f sous son impulsion. Si pour des milliers de familles, cette augmentation est la bienvenue parce que 1 500 f ne répondait plus à la réalité, beaucoup reste à faire pour que ce montant puisse permettre de réellement prendre en charge les enfants. 5 000 f par mois représentent moins de 200 fr par jour !

Enfin, il a parlé des pensions qui ont été revalorisées de 8% en 2014 puis de 4% en 2016. Mais non seulement elles ont été bloquées pendant de nombreuses années, mais le taux de cotisation perçu par la CNPS a lui aussi été augmenté. Ce n'est donc qu'un juste retour des choses !

L E U R S O C I E T E

De surcroît, le montant de la pension étant lui-même dérisoire au départ, ces revalorisations ne représentent pas grand-chose, sans même parler du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter.

Autant dire que ce ne sont pas quelques plâtres ici et là ou des effets d'annonce qui résoudront la misère. C'est d'une réelle amélioration de leurs conditions de vie dont les travailleurs ont besoin. Mais ça, ce sont eux-mêmes qui peuvent l'imposer à travers leurs luttes collectives.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR EMBAUCHE : UN AUTRE CADEAU AU PATRONAT

L'une des mesures dite sociale dans le budget 2017 de l'Etat est d'accorder un nouveau cadeau sous forme de crédits d'impôts aux grandes entreprises. Ce cadeau va de un millions à un million et demi de francs par ivoirien embauché, s'il est handicapé physique ou moteur. Toutes les entreprises soumises à l'impôt BIC pourront bénéficier de ce cadeau : en clair, les grandes entreprises,

Ce type d'avantage avait déjà été accordé dans le passé. Le montant était alors de 500 000F pour tout jeune embauché. Aussi, assiste-t-on à des situations où l'entreprise doit faire ses recrutements dans le cadre normal de son activité, et qualifier ensuite ce recrutement « *d'aides au travail* » pour pouvoir toucher de l'argent de l'Etat.

C'est cette même mesure qui a encore été reconduite et qui prend cette fois en compte l'embauche des handicapés. Cela permettra peut-être à quelques handicapés d'avoir du travail, et c'est tant mieux. Mais il est clair que ce genre de mesure a pour principal objectif de faire des cadeaux aux grandes entreprises et non à créer de l'emploi.

Le gouvernement n'a pas d'argent pour satisfaire les revendications légitimes des travailleurs de la fonction publique mais il en a pour distribuer au patronat !

AUGMENTATION PROGRAMMÉE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ : LES SANGSUES !

La presse a fait cas récemment de la volonté affichée de la banque mondiale et de l'État de vouloir une fois de plus augmenter les tarifs de l'électricité d'ici à 2017. Selon le directeur des opérations de cette banque en Côte d'Ivoire : « *la société d'électricité (CIE) n'est pas encore financièrement viable parce que le tarif qui est pratiqué n'est pas suffisant pour couvrir le coût de la production* ».

L E U R S O C I E T E

Voilà qui est lancé. Et sa solution c'est tout de suite de faire payer encore plus les populations. Et pourtant ces gens savent très bien que les classes pauvres sont déjà prises à la gorge par le coût très élevé de la vie. Mais les capitalistes et l'État à leur service ne reculent devant rien lorsqu'il s'agit d'accroitre leurs profits.

L'électricité est une denrée indispensable aujourd'hui. On pourrait difficilement s'en passer. Un gouvernement un peu soucieux du sort des pauvres aurait subventionné sa production et maintenir les coûts au plus bas, pour rendre l'électricité accessible à tous. Mais c'est le contraire qui se passe. Les subventions étatiques disparaissent et le coût de cette denrée subit des augmentations régulières. Il y a à peine trois mois, la forte hausse des factures avait occasionné des émeutes dans plusieurs villes.

Apparemment, ces soulèvements n'ont pas suffit à montrer à ces riches que les travailleurs et les masses pauvres n'en veulent plus de leurs augmentations. Il leur faudra sans doute une mobilisation encore plus forte pour les forcer à revoir leur copie.

MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE, LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE PELOTON DE TÊTE

La Côte d'Ivoire figure parmi les 11 pays qui ont le plus fort taux de mortalité maternelle au monde. Il est estimé officiellement à plus de 720 décès pour 100 000 naissances. Quant à la mortalité infantile, elle demeure élevée (108 décès pour 1000 naissances).

La ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida s'est entretenue avec les responsables des structures médicales de son département sur le sujet. Elle a dit entre autres : « *Je veux des résultats dans ce sens et je suis prête à vous obliger à changer*… » car pour elle, « *nous sommes épuisés par les régularités des comportements qui ne changent pas* ». À en croire la ministre, on aurait l'impression que l'Etat joue sa partition et c'est au personnel médical de jouer la sienne.

Autant dire que cette ministre se moque des travailleurs. C'est dans les années 1990 que la courbe du taux de mortalité maternelle et infantile en Côte d'Ivoire s'est inversée, et depuis lors elle n'a fait que croitre. Les premières attaquent contre le niveau de vie des masses populaires se sont aussi accentuées à cette époque. Et depuis, la tendance est à la paupérisation.

L E U R S O C I E T E

Dans les hôpitaux, tous les soins sont payants et comme les moyens font défaut, le plus souvent les gens ne s'y rendent qu'en cas de complications sérieuses. À la pauvreté galopante s'ajoute la formation au rabais du personnel soignant et le manque d'équipement des hôpitaux. Ce cocktail donne comme résultat la transformation des hôpitaux en mouroir. C'est la misère dans laquelle les riches maintiennent les travailleurs qui est la première cause de mortalité. S'y ajoute le désengagement de l'État de toutes les structures de santé et autres qui sont utiles aux populations pauvres.

INSÉCURITÉ À ABOBO
LES « *MICROBES* » SÉVISSENT AU NEZ ET À LA BARBE DES FORCES DE L'ORDRE

Pendant deux jours, les 25 et 26 octobre derniers, les habitants de la commune d'Abobo ont subi des attaques de jeunes délinquants appelés communément « *microbe* », semant la terreur et la panique. Ces hordes de jeunes armés de machettes, de gourdins, de couteaux s'en sont pris à la population, agressant et blessant tous ceux qu'ils rencontraient sur leur chemin. Des commerces ont été attaqués. Cette fois-ci, plusieurs cours communes ont été carrément pillées, ce qui est une nouveauté. Pendant ces folles journées, il était impossible de traverser le rond-point de la Mairie d'Abobo qui est la place centrale abritant la gare. Les habitants de la commune étaient obligés de faire un grand détour s'ils ne voulaient pas être victimes d'agressions. D'autres ont préféré ne pas rentrer chez eux tout simplement.

Ce n'est pas la première fois que cette commune populaire est ainsi la proie de ces bandes de délinquants. Et chaque fois que ça arrive, les forces de l'ordre sont le plus souvent invisibles, ou lorsqu'ils interviennent, c'est déjà trop tard. Pourtant il existe bien des postes de police et de gendarmerie non loin des lieux où cela se passe.

Pourtant ces mêmes forces de l'ordre interviennent avec efficacité quand il s'agit de réprimer les travailleurs en grève. Mais quand ces mêmes populations se font agresser par des voyous, ces « *corps habillés* » deviennent incompétents et inopérants.

Comme quoi, le rôle premier de ces « *corps habillés* » c'est avant tout de protéger les intérêts des riches contre les pauvres.

L E U R S O C I E T E

SOTRA, LA DÉGRADATION CONTINUE DU TRANSPORT URBAIN

La Sotra, société de transport abidjanais, est une entreprise étatique qui a le monopole du transport intercommunal et lagunaire à Abidjan. Elle dispose d'autobus et de bateaux-bus. Mais les services de la Sotra, au fil des années n'ont fait que se dégrader. Elle offre actuellement une image peu attrayante et n'est plus en mesure de pouvoir assurer le transport de ses usagers. Malgré les annonces continuelles d'acquisition de nouveaux matériels roulant, la quantité de bus est largement insuffisante vu par rapport au nombre d'usagers.

Pendant longtemps, le moyen populaire de déplacement d'une commune à l'autre était les bus de la Sotra. Les travailleurs des zones industrielles (Yopougon, Vridi et Koumassi), les élèves et étudiants, même les petits commerçants, empruntaient surtout le bus, même si leur régularité laissait à désirer.

Au fil des ans, l'État a délaissé le volet social de la Sotra. Ça a commencé par la suppression de la gratuité du transport pour les écoliers, élèves et étudiants. Après cela, les longues lignes ont été sectionnées en plusieurs segments. La proportion des bus express, ligne de bus surtaxée, n'a fait que croître au point que les bus urbains sont quasi inexistants aujourd'hui. Le temps d'attente aux arrêts excède une heure, même aux heures de pointe. Des usagers qui veulent arriver à 7h30 à Cocody en allant seulement d'Abobo sont obligés d'être aux arrêts-bus avant 5h30. Aussi, les soirs, après être descendu à 18 h, c'est souvent entre 21h et 22h qu'on peut espérer être à la maison.

Les bus de la Sotra sont d'une utilité certaine pour les populations abidjanaises. Il suffit seulement de voir les files d'attente aux arrêts aux heures de pointe pour s'en convaincre. Malgré cela l'État délaisse délibérément cette entreprise. Le parc auto insuffisant, sur-utilisé et mal entretenu n'arrive pas à suivre la demande. Là aussi, comme tous les services publics, au-delà des grands discours, rien n'est fait. Les gouvernants traînent le pas. Pour les pousser à hâter le pas, il faudrait un bon coup de colère des populations.

Mais en attendant, de nombreux usagers ont abandonné les arrêts de la Sotra pour se rabattre sur les woro-woro et autres gbaka qui essayent de pallier l'insuffisance. Mais comme leurs tarifs restent élevés pour la plupart des habitants, surtout les élèves et étudiants, ces derniers n'ont encore d'autres choix que d'emprunter les bus de la Sotra.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ÉTABLISSEMENT COULIBALY : LES ÉBOUEURS DÉNONCENT LEURS CONDITIONS DIFFICILES DE TRAVAIL.

L'entreprise « *Etablissement Coulibaly* » est l'une des nombreuses entreprises de ramassage d'ordure dans la ville d'Abidjan. Elle emploie une soixantaine de travailleurs qui triment nuit et jour sans repos.

Voici le récit d'un travailleur : « *Nous sommes des mensuels avec un salaire de 97.500 F pour les machinistes et 60.000F pour les ramasseurs d'ordures. Mais nous ne sommes pas déclarés à la CNPS, pas de congé payé, pas de gratification. Les collègues ramasseurs d'ordures travaillent dans des conditions difficiles : ils ne sont équipés ni de gants, ni de chaussures de sécurité, ni de masque de protection.*

Quand un travailleur est malade, il ne bénéficie pas de soins. Il est obligé de se soigner lui-même. Si sa maladie dure plus d'une semaine, il est automatiquement remplacé. On perd ainsi son poste même avec une ancienneté de plusieurs années. Nous n'avons pas de repos. Composés en deux équipes, une le jour et une autre la nuit, nous travaillons tous les jours, 365 jours sur 365 jours. Les horaires de nuit sont les plus infernales : de 18h à 6 h du matin. La décharge d'Akouédo ferme à minuit. Ce qui fait que même si tu as fait le plein de ta benne à ordures, tu es obligé de dormir au volant jusqu'au petit matin, avant de faire la pesée. C'est d'ailleurs ces conditions de travail sans repos qui sont à la base de l'accident de notre collègue chauffeur. Epuisé et surmené, il dormait au volant de son camion quand il est tombé dans la lagune, sur le pont De Gaule, il y a de cela quelques mois. Bien que cet accident ait fait deux morts, le chauffeur et le ramasseur d'ordures, la direction n'a toujours pas tiré de leçons de cet accident : nous continuons avec la même cadence de travail.

Excédés, nous avons commencé à nous organiser et avons entrepris de rencontrer notre patron à qui nous avons fait part de tout ce que nous rencontrons comme problèmes. Ce dernier, comme d'habitude, veut nous tourner en rond. Il nous promet de faire face à tous ces problèmes une fois que l'entreprise aura décroché un nouvel « appel d'offre » de l'Etat. C'est une chanson déjà entendue. Il ne donnera pas satisfaction à nos doléances. Nous continuons donc à nous organiser, pour répondre présent le moment venu ».

Ce qui est certain c'est que ces travailleurs gagneraient à élargir leur organisation à d'autres entreprises de ramassages d'ordures, qui toutes emploient dans les mêmes conditions. L'union fait la force !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SEG : DES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS

La Société d'Entreprise et de Gestion (SEG), est une entreprise de bâtiment et des travaux publics. Elle a en charge la construction de plusieurs chantiers privés comme publics. Mais sur tous ces chantiers, les conditions de travail frisent l'esclavage. Et c'est pour l'amélioration de ces conditions que depuis plusieurs mois les travailleurs mènent de petites luttes ici et là.

La dernière grève a eu lieu les mercredi 02 et jeudi 03 novembre. En effet, depuis le jeudi 27 octobre, les travailleurs sur le chantier de Koumassi VGE, dans la commune de Marcory, ont saisi leur direction avec une liste de revendications dénonçant les bas salaires, la non déclaration à la CNPS, l'absence d'eau potable et de latrine sur le chantier ; les brutalités du chef du projet qui n'hésite pas à porter main aux travailleurs.

Sur ce chantier en plein centre ville, les travailleurs sont confrontés aux simples problèmes d'hygiène et de santé, mais la direction refuse de construire des latrines. Cela fait plusieurs mois que les travailleurs sont sans eau potable. A la descente, ils se nettoient avec l'eau de puits creusés sur le site.

Au lieu de donner satisfaction aux préoccupations des travailleurs, la direction a choisi de se débarrasser des porte-paroles qui avaient leurs noms mentionnés sur les courriers qui lui avaient été adressés. C'était le 31 octobre. Le lendemain 1er novembre étant un jour férié, la direction pensait peut-être que les travailleurs allaient se démobiliser.

Sauf que le mercredi matin, les travailleurs ont bloqué l'accès au chantier, même aux petits chefs. Ils ont exigé la réintégration de leurs collègues avant toute négociation. C'est ce qui fut fait et le travail a repris à 10 heures. Mais pour faire encore diversion, la direction envoya un supposé sous-traitant dont l'entreprise s'appelle « *Arc-en-ciel* », se présentant comme étant l'employeur. Les travailleurs ont refusé toutes discussions avec lui. Pour se venger, celui-ci donna l'ordre de ne pas faire travailler les trois délégués qui lui ont tenu tête.

Le jeudi 03, à l'annonce de cette nouvelle décision, les travailleurs ont bloqué encore l'entrée du chantier. Cette fois-ci, ce sont le chef du projet et le directeur des ressources humaines qui sont intervenus pour calmer les travailleurs. Le travail a repris à 13 heures avec l'intégration des trois de nos camarades indésirables.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CDCI : LES TRAVAILLEURS TAPENT DU POING SUR LA TABLE

Le 25 Octobre dernier, les travailleurs de CDCI (la Compagnie de Distribution de Cote d'Ivoire), ont entamé une grève de 72 heures pour exiger de meilleures conditions de vie et de travail. La CDCI est une entreprise de distribution de produits divers dont les produits de première nécessité, possédant les supermarchés King Kash. Les travailleurs réclament entre autres des revalorisations salariales, une prime de logement et des frais de routes pour les camionneurs. Ils réclament également la prime d'ancienneté, le paiement des heures supplémentaires, etc. Par exemple au lieu des 40 heures, la direction les maintient au travail entre 60 et 80 heures par semaine sans pour autant prendre en compte les heures supplémentaires. Selon un travailleur qui marquait son indignation devant les pratiques patronales, « *la direction donne 2.000 francs CFA comme frais de mission à un chauffeur de camion qui a à sa charge un apprenti pour livrer des marchandises, par exemple, jusqu'à San Pedro* », autant dire 1000 F par personne. C'est seulement « *7.000 francs CFA à celui qui va d'Abidjan jusqu'au Nord du pays* ». Et les salaires quant à eux tournent autour de 100.000 F, prime de transport comprise.

Lorsqu'ils ont entamé leur mouvement de grève, le patron qui n'était pas habitué à ce que les travailleurs lui tiennent tête, a commencé par montrer son arrogance habituelle. Mais lorsqu'il s'est rendu compte de la détermination des travailleurs, il est très vite revenu à de meilleurs sentiments en reconnaissant que les revendications des travailleurs étaient justifiées.

Si ce patron était vraiment sincère, il aurait pu changer cette situation depuis les 14 ans que cette entreprise existe. Mais même pour reconnaitre cela, il a attendu que les travailleurs tapent du poing sur la table.

Entre reconnaitre et payer ce qu'il doit aux travailleurs, il y a une marge. Il ne la franchira que si les travailleurs maintiennent la pression et lui font perdre de l'argent.

NUTRI : LES OUVRIERS S'ORGANISENT

Nutri est une entreprise de fabrication de produits alimentaires tels que des biscuits et la tomate concentrée. Les conditions de travail y sont particulièrement difficiles. En effet, plus de la majorité des ouvriers travaillent au noir. Ils n'ont ni contrat de travail, ni bulletin de paie. Impossible de savoir sur quelle base les salaires sont calculés ; ils sont fluctuants selon les mois. Evidemment, ils ne sont pas déclarés à la CNPS.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L'ouvrier peut se faire renvoyer pour un oui ou pour un non. Les conditions de travail sont difficiles car il n'y a pas de matériel de sécurité. S'ajoute à cela la pression exercée par le patron pour toujours augmenter sa production.

Face à cette situation, les travailleurs ont compris qu'individuellement, ils ne peuvent pas grand-chose. Ainsi ils ont commencé à s'organiser. Du coup, les renvois à tout vent ont commencé à diminuer et le patron se montre moins arrogant. Il a sans doute constaté qu'en face de lui, il y a désormais une force qui est en train de se constituer.

Il reste aux travailleurs à dépasser le cadre corporatiste, sectoriel et autres divisions qui les affaiblissent et les divisent.

Si les patrons des différentes entreprises voisines savent s'entendre entre eux pour exploiter les travailleurs, il n'y a aucune raison que les travailleurs n'en fassent pas eux aussi de même. D'autant plus que la situation des travailleurs est la même partout et ils ont besoin de se renforcer pour augmenter leur force collective et faire face à la rapacité des exploiteurs.

LA GRÈVE DES AGENTS MUNICIPAUX

Les agents municipaux ont observé récemment une grève générale de trois jours dans l'ensemble des mairies sur toute l'étendue du territoire pour réclamer le déblocage de leurs salaires et l'augmentation de 8 % décidé par le gouvernement depuis deux ans. C'est une situation d'autant plus scandaleuse quand on sait que ces salariés travaillent pour le compte de l'Etat qui lui-même a décidé l'augmentation. Le gouvernement se comporte comme n'importe quel patron. Ces travailleurs réclament par la même occasion le paiement de plusieurs années d'arriérés de salaire au titre de l'exercice effectué dans les ex-zones, Centre, Nord, Ouest (CNO), au moment de la partition du pays, entre 2002 et 2010, ce qui s'élèverait à 18 milliards de FCFA.

Au terme de leur grève le ministre de tutelle s'est engagé à accéder à leurs revendications. Toutefois les travailleurs ne sont pas dupes. Ils promettent de maintenir la mobilisation tant qu'ils n'auront pas vu les effets de ces engagements sur leur paye.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

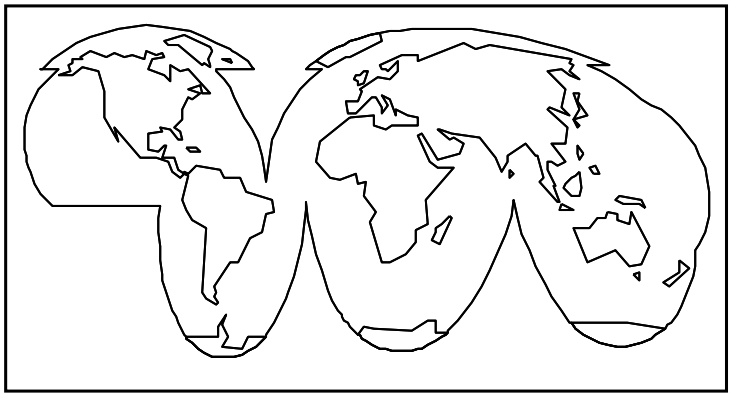
GRÈVE ANNONCÉE DES ENSEIGNANTS, DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ÉTAT

Des syndicats d'enseignants et d'agents de l'État annoncent une semaine de grève du lundi 7 au vendredi 11 novembre 2016. Ils revendiquent entre autres, des revalorisations de salaire, le payement des arriérés de primes de logement, la suppression du travail du mercredi des instituteurs, l'annulation de la réforme du régime de retraite des fonctionnaires datant de 2012, etc.

Jusque-là, chaque groupe avait essayé de mener seul ses revendications ; les enseignants du supérieur d'un côté, ceux du primaire ou du secondaire de l'autre. Pour augmenter la pression sur l'État, ils ont décidé de fédérer leur mouvement de grève.

Souhaitons que ce mouvement qui s'annonce soit largement suivi et entraîne d'autres catégories de travailleurs du public comme du privé dans la lutte. C'est la meilleure façon de se faire entendre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

ÉLECTION AUX ÉTATS-UNIS : QUEL QUE SOIT LE VAINQUEUR, CE SERA UN ENNEMI DES TRAVAILLEURS

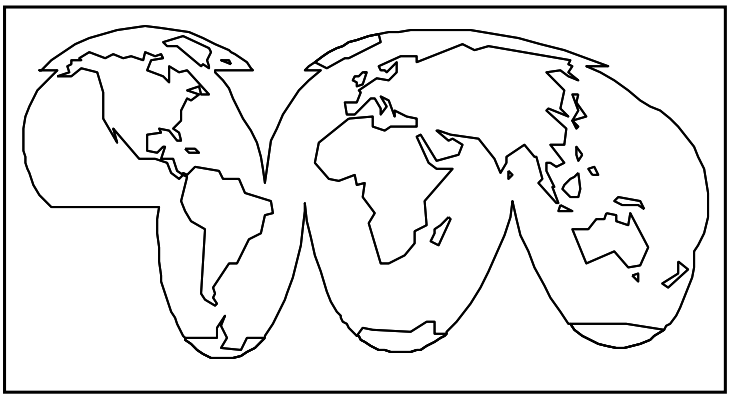
L'élection présidentielle qui aura lieu le 8 Novembre aux Etats-Unis déterminera qui de Hillary Clinton ou de Donald Trump gouvernera ce pays durant les quatre années à venir. Clinton est la candidate du parti Démocrate tandis que Trump celui du parti Républicain, mais l'une comme l'autre sont des ennemis des travailleurs.

Trump est un grand capitaliste milliardaire qui a fait fortune en exploitant des milliers de travailleurs aux Etats Unis et ailleurs. C'est un ennemi juré de tous les travailleurs. Il cherche à creuser des divisions entre eux. Il encourage la violence raciste et les attaques contre les immigrés. Il est aussi connu pour son comportement ordurier envers les femmes.

Hillary Clinton, même si elle n'a pas le même comportement ni le même langage ordurier que son rival, fait partie du même monde social que lui. Elle a exercé de hautes fonctions au sein de l'appareil d'Etat américain et a approuvé toutes les sales guerres depuis celle de Serbie menée sous l'égide de son mari ainsi que celle de l'Iraq puis la Lybie, menée sous Bush puis Obama. Elle a aussi approuvé tous les coups portés contre le monde du travail pour financer les banquiers qui ont pourtant conduit à la crise financière et à la suppression de millions d'emplois aux Etats Unis et dans le monde.

C'est dire que les travailleurs américains n'ont aucune illusion à se faire sur le vainqueur de cette élection. Leur avenir ne dépendra que de leur propre mobilisation et de leur capacité à imposer leurs intérêts par la lutte à leur propre bourgeoisie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.